



MEDECINS SANS FRONTIERES
SUISSE - SCHWEIZ - SVIZZERA - SWITZERLAND

CONSEIL DE DIRECTION

REUNION DU 2 JUILLET 1993

Présents :

Conseil de Direction : Doris Schopper, Jacques Tassin, Michel Ravessoud, Anne Delaite, Jürg Hess, Ruth Zamboni, Ghislaine Jacquier, Jean-Luc Nahel.

Excusé : Eric Linder.

Bureau : Benoît Tullen, Dounia Bitar, Christiane Roth, Monette Cherpit, Paul Vermeulen, Barbara Frank, Regula Schweizer, Rosamund Bandi, Emmanuelle Merle, Jeanne Steiner.

Excusés : Philippe Rastano, Nanete Avila-Desser, Laurent Barbanneau, Chloé Winn.

Invité : Martin Guyot, Edouard Zanone.



Le compte-rendu de la réunion du 4 juin 1993 est approuvé.

1. ROUMANIE

Martin Guyot, administrateur à Piatra-Neamt, de passage à Genève, nous présente l'aboutissement du projet de soutien à la constitution d'une ONG en Roumanie.

Depuis 6 mois, en vue de son prochain désengagement de Roumanie, l'équipe s'est occupée de la mise en marche d'une petite ONG locale, dynamisée par des personnes ayant travaillé avec nous jusqu'à maintenant.

Leurs statuts ont été déposés et devraient être reconnus incessamment.

Cette démarche correspond à notre volonté de voir tout le travail déjà commencé, continuer à savoir :

- Prévention de l'abandon (intégration scolaire, information sociale...)
- Scolarisation compensatoire : donner une chance aux enfants marginalisés de suivre une scolarité normale, de rattraper leur retard.

Certains expatriés se sont déjà retirés de Roumanie, et nous aimerions qu'en octobre 1993, 3 ou 4 personnes salariées soient en place dans l'organisation, prêtes à continuer cette association. Ces personnes sont des professionnelles, motivées, capables, ne demandant qu'à poursuivre leur tâche.

- MSF va t-elle s'engager pendant les deux prochaines années, à soutenir financièrement et techniquement cette nouvelle ONG roumaine ?

Martin nous rappelle qu'il n'existe encore aucune vie associative en Moldavie et qu'une organisation non-gouvernementale est encore considérée comme quelque chose d'un peu bizarre. Il a donc fallu expliquer aux intéressés le rôle d'une ONG, qu'une telle organisation n'est pas antigouvernementale, mais complémentaire. Il est à noter que la CEE, pour ses programmes spécialisés de gestion, management etc., traite directement avec les ONG sans passer par le gouvernement. Le terrain est très favorable actuellement pour la création d'une telle organisation.

Les membres de l'assemblée sont invités à prendre connaissance des documents que Martin et Maria Petrone ont édités, et qui présentent bien le projet.

Certaines questions sont soulevées, telles :

- Quelle est la motivation des gens sur place ?
- Quel soutien MSF peut-elle apporter, et sous quelle forme ?
- Que faire pour que cette ONG devienne rapidement autonome ?

Christiane, de retour de Roumanie, a rencontré les membres du conseil d'administration (que des femmes !) de cette ONG. Ce qu'ils demandent c'est un soutien technique (prévention du SIDA, planning familial) et un soutien moral. Ils demandent également une référence pour faire fonctionner l'association.

Martin est bien conscient que nous ne pourrons agir sur tous les programmes à la fois, et qu'il va falloir se concentrer sur les deux projets principaux : enfants des rues et prévention de l'abandon. Nous laisserons les ONG compétentes ARAS et SECS s'occuper de la prévention du SIDA et du planning familial. Nous deviendrons alors plus un facteur dynamisant qu'acteurs nous-mêmes.

Jean-Luc se demande qu'elle est l'ambiance actuelle en Roumanie.

Sent-on un développement vers un certain espoir, ou est-ce que l'espoir est retombé, comme cela semble être le cas en ex-URSS ?

Nous devons savoir à l'avance à quoi on s'engage, et où on va.

Martin pense qu'effectivement l'espoir est quelque peu retombé, mais que cela ne se ressent absolument pas dans le cadre de leurs activités, à Piatra-Neamt.

Pour Edouard Zanone, dans le cas d'une détérioration de la situation, ne va-t-il pas y avoir des tensions par rapport à l'aide que nous apportons à certains enfants, et les autres, laissés pour compte ?

Martin lui répond que nous favorisons surtout les retours d'enfants dans leurs foyers et qu'il n'est pas question d'internat pour ceux qui suivent la scolarité compensatoire. Il n'y a donc pas de risque de tensions.

Ce projet, tel que présenté par Martin et Maria Petrone devra être soumis au vote du CD à la prochaine réunion au mois d'août. Les documents auront alors été lus et Nanete Avila-Desser, responsable de programme, sera présente.

2. OUGANDA

De retour d'une mission d'évaluation des activités de MSF-Suisse dans les camps de réfugiés du nord de l'Ouganda, à laquelle participaient un représentant du HCR/Genève, et deux représentants du gouvernement central de Kampala, Dounia, pour une meilleure compréhension de la situation conflictuelle actuelle, nous dresse l'historique de notre programme "réfugiés".

Les activités de MSF-Suisse débutent en 1988 en Ouganda. En 1989, des réfugiés du sud-Soudan arrivent en Ouganda, et nous décidons de leur apporter notre assistance. Dès le début, des problèmes se créent avec le chef local : l'Honorable Général Moses Ali. C'est une mission classique, mais avec des problèmes de sécurité dus à l'instabilité de cette région, en conflit avec le gouvernement central de Kampala.

Depuis un an, deux éléments aggravent le développement du programme :

- Moses Ali, ancien général d'Idi Amin Dada, sort de prison, où on l'y avait mis pour avoir fomenté un coup d'état. Aucune charge n'ayant été retenues contre lui, il est libéré.

- Arrivée d'un nouveau Field-Officer du HCR, personnage trouble, manipulateur, sans beaucoup de scrupules et peu apprécié par ceux avec qui il a déjà travaillé ailleurs (Afrique et Pakistan), et par ses employeurs !

L'association de ces deux personnes est à l'origine de la dégradation de la situation.

Des critiques malveillantes, partiellement non fondées, mais exagérées, se sont élevées de la part des autorités locales à propos des activités de MSF-Suisse dans les camps de réfugiés. Pour mettre un terme à cette escalade verbale et écrite, nous sommes amenés à rencontrer les autorités du HCR à Genève au mois de mars dernier, et une mission d'évaluation technique et médicale ainsi qu'une évaluation des problèmes relationnels avec le représentant du HCR à Adjumani, est décidée.

Cette évaluation a eu lieu il y a trois semaines. Elle a commencé sur place, par une évaluation technique en présence de deux membres du ministère concerné du gouvernement de Kampala, signataires de l'accord tripartite que nous avons avec le gouvernement ougandais et le HCR. Une manifestation "MSF Go Away!", nous accueille dans les camps de réfugiés. Nous saurons plus tard qu'elle était loin d'être spontanée !

Au terme de cette évaluation, qui aura duré 6 jours, un meeting de debriefing est organisé à Adjumani, avec toutes les personnes concernées, qui tourne au meeting politique. Les autorités locales demandent le retrait de MSF tandis que les représentants du gouvernement central de Kampala nous demandent de rester. MSF n'est qu'un enjeu d'une bataille politique entre les autorités locales puissantes, et le gouvernement central de Kampala. Une proposition de nouvelle constitution doit être votée en décembre avec moins de pouvoir aux autorités locales qui seraient remplacées par un multipartisme. Les autorités

locales n'apprécient pas du tout et utilisent les ONGs (MSF-CH à Adjumani, mais aussi d'autres ONGs ailleurs comme à Arua), comme "cheval de bataille".

L'évaluation se poursuit à Kampala. Dans la nuit qui suit un débriefing au ministère, un des deux représentants du gouvernement est abattu. Après avoir reçu des menaces claires de la part des autorités locales, nous ne pouvons considérer cet événement comme fortuit.

Une corruption majeure sévit dans le nord du pays, où des camions entiers de nourriture pour réfugiés sont détournés. Les bénéficiaires mensuels s'élèveraient à des milliers de dollars !

La corruption en Afrique est incontournable et nous sommes contraints de l'accepter, comme nous sommes contraints de composer avec les autorités locales ; par contre qu'une organisation internationale cautionne ce genre de corruption nous est intolérable ! Or, force est de constater que le Field Officer du HCR, à Adjumani, est en excellents termes avec Moses Ali et qu'à aucun moment il n'a soutenu ni défendu l'équipe de MSF, comme son rôle eût été de le faire. Nous avons expliqué à plusieurs reprises aux autorités du HCR, à Kampala, puis à Genève, que nous ne pouvions plus continuer à travailler avec cette personne. Cependant, bien que connaissant parfaitement le personnage, le HCR ne semble pas décidé à prendre une décision qui répondrait à notre demande. N'avons-nous pas été accusé d'ingérence dans les affaires intérieures du HCR pour avoir osé demander le remplacement du présent Field-Officer ?

Qu'est-ce qui justifie la présence de MSF-CH dans les camps de réfugiés sud-soudanais, en Ouganda, dans ces conditions ? La réponse est : les 100'000 réfugiés des camps. Leur état de santé risque d'empirer si nous nous absentons trop longtemps, et ceux qui sont engagés par nous risqueraient des représailles comme tout le staff local d'ailleurs.

Comment rester ? Dans quelles conditions ?

Si nous partons contre le gré du gouvernement central de Kampala (où même le président a été alerté), cela ne risque-t-il pas d'être pris comme un manque de confiance ?

Doris nous informe qu'une réunion aura lieu prochainement entre les autorités du gouvernement et Moses Ali. Quelle sera la réaction du gouvernement local ? Notre équipe va-t-elle encourir des risques supplémentaires ? Une évacuation, même temporaire, pourrait être envisagée.

Si aucun espoir d'évolution de la situation n'intervient, nous pourrions alors demander à être remplacés par une autre ONG, mais avec d'infinies précautions afin que personne ne souffre de représailles, et que notre programme Sida à Moyo continue sans problèmes.

En attendant, Jean-Luc Nahel, va se rendre prochainement à Adjumani, afin d'apporter son soutien et ses compétences à l'équipe sur place, et jeter un regard "frais" sur cette situation.

Nous soutenons tous l'équipe de Kampala et d'Adjumani dans ces moments difficiles.

3. THAILANDE

Le projet préparé par Dounia a été envoyé aux autorités thaïlandaises, et accepté.

D'autre part une recherche de fonds est actuellement menée auprès de :

- la Chaîne du Bonheur : aucun financement ne nous sera accordé tant que nous n'avons pas changé de logo.
- la DDA à Berne - Aucune réponse pour le moment.

Doris rappelle qu'il ne faut pas oublier de faire appel aux bureaux internationaux, aux USA et au Canada, pour cette demande de financement.

L'assemblée vote l'ouverture de la mission à Chiang-Maï par : 7 voix pour, aucune voix contre, aucune abstention (...et Dounia remercie le CD pour ce vote).

4. POPULATIONS EN DANGER

Le comité éditorial s'est récemment réuni au Luxembourg. Anne Delaite nous fait un bref compte-rendu de la réunion de travail.

François Jean voulait recevoir un maximum d'informations du terrain pour la première partie du livre. Or, il n'en a reçues que très peu, et il a donc été décidé de mandater des journalistes qui iraient en capitales et sur le terrain interviewer, recevoir et coordonner les informations désirées.

Pour la 2ème partie du livre, soit les thèmes transversaux tels : médias, respect de la souveraineté nationale, défense des droits de l'homme..., une participation diversifiée de chaque section nationale était souhaitée. Nous constatons avec regret que ce livre sera finalement trop "franco-français", et pas assez européen.

5. AUTRICHE

De retour d'une mission avec MSF-F en Somalie, Clemens Vlasich, médecin autrichien, a exprimé sa volonté de nous aider à installer un bureau en Autriche. Il collabore actuellement avec le Dr. G. Pollak, médecin responsable des activités internationales de l'ordre des médecins autrichiens.

Clemens, en collaboration avec Benoît, Monette, Nanete, Michel Desser, et un juriste autrichien, se penche sur les problèmes juridiques qu'entraînerait l'installation d'un bureau MSF en Autriche. Il nous a récemment rendu visite à Carouge, et à Berne. Des propositions plus concrètes nous seront faites cet automne.

Notons que ce travail reste totalement indépendant de ses fonctions auprès du Dr. Pollak.

6. COMMISSION ORGANIGRAMME

Anne Delaite nous rappelle brièvement comment cette idée de créer une commission organigramme leur est venue lors d'une séance à huis-clos du CD. Un certain malaise, diffus, mal exprimé, semblait exister parmi les personnes du bureau dans l'organisation de leur travail, et avant que cela puisse porter préjudice au rendement et aux projets futurs, il est apparu opportun de prendre le temps de réfléchir à ce problème, et d'y apporter des solutions dans la mesure du possible.

Un comité de 3 personnes : Anne, Ghislaine et Eric, toutes non professionnelles, s'est créé, et a demandé à chaque membre du bureau de leur fournir un descriptif critique de leurs tâches. Pour plus d'objectivité et de neutralité, il a été décidé de travailler à partir des documents reçus. Une première élaboration de ce travail est maintenant prête et va être présentée à chacun, avant qu'une rencontre individuelle ait lieu dans la journée du 10 août. Puis, une discussion réunira les membres du CD et du bureau le 26 août 1993. Si un consensus pouvait être trouvé, ce point pourrait être avalisé lors du prochain CD.

7. COMPTE-RENDU DU CI

Le prix Nansen, un des plus prestigieux, récompensant des organisations ou des individus pour leurs services rendus aux réfugiés, nous a été attribué. L'annonce officielle de l'attribution de cette récompense sera faite par le HCR aux environs du 10 juillet.

Vu le développement de MSF, A. Destexhe demande la création d'un deuxième poste à la communication, au Bureau International.

D'autre part, un poste de "liaison officer", bénévole, vient d'être créé à New-York. Cette personne travaillera en collaboration avec Chantal Firino-Martell.

Un stagiaire du BI, Eric Stobbaerts, effectue une étude comparative des fonctionnements internes des différentes sections MSF. Son enquête portera aussi sur une évaluation des aspirations (terrain-siège) quant au mouvement international, son avenir, son organisation...

Les indicateurs sur le mouvement MSF 1992 ont été présentés :

- Budget :	180 m\$
- Départs :	1800
- Postes terrain :	909
- Postes sièges	360
(Transfer/logistique inclus)	
- Donateurs	1'750'000
- Nbre de pays	
avec missions MSF:	65

MSF-CH participe pour 1,7 % aux départs sur le terrain et pour 2,2 % du budget total MSF.

Les fonds privés représentent 47 % de nos revenus.

Les fonds institutionnels : 53 % (CEE: 29 %, autres :24 %).

On approche ainsi du 50/50 % désiré.

Nous relevons aussi que MSF-CH se trouve en tête devant les autres sections pour le départ d'étrangers sur le terrain !

Logo :

Nouvelle procédure : Le département de la communication de chaque section va se mettre d'accord sur une proposition de logo avant de la présenter au prochain CI du mois de septembre. Puis, cette proposition sera présentée à chaque CA de chaque section. L'approbation finale reviendra au CI.

La prochaine présidence internationale sera assurée par la Hollande, pour une durée de 6 mois, renouvelable une fois.

Les présidents des différentes sections deviennent vices-présidents de Médecins Sans Frontières (5).

8. COMMUNICATION

Rony Brauman est invité à participer à la série de conférences organisées par le Musée de la Croix-Rouge, à Genève, où de prestigieux orateurs sont attendus. La date d'intervention n'a pas été encore décidée.

Le 7ème Mondial de la Publicité est en train de s'organiser à Genève sur le thème de l'humanitaire, les 7 et 8 octobre 1993.

Philippe Laguerre, qui a participé à l'installation de notre bureau international de New-York avec Chantal Firino-Martell, fait partie du comité d'organisation. Il travaille actuellement avec la cellule d'information, proche de Boutros-Ghali, aux Nations-Unies, dont le département des affaires humanitaires s'est associé à l'événement. Par conséquent, ce Mondial de la publicité risque de se dérouler aux Nations-Unies, et Rony Brauman pourrait être celui qui l'inaugurera.

Le prochain CD se tiendra le 6 août 1993